



Numéro PPQ/9413

vendredi 20 mars 2015

## Les grands titres:

- L'ONU célèbre la Journée du bonheur, un des principaux objectifs de l'Organisation
- Mali : l'ONU réclame la fin de l'impunité pour les violations des droits de l'homme
- Yémen : l'ONU condamne des attaques terroristes contre deux mosquées à Sanaa
- Ban Ki-moon exhorte Israël à renouveler son engagement envers une solution à deux Etats
- Il y a urgence à gérer l'eau de façon plus durable, selon un nouveau rapport des Nations Unies
- L'ONU célèbre la Journée de la langue française
- Vanuatu : la FAO appelle à une aide d'urgence pour les agriculteurs après le cyclone
- Les émissions de carbone des forêts en recul de 25% entre 2001 et 2015, selon la FAO

## L'ONU célèbre la Journée du bonheur, un des principaux objectifs de l'Organisation



**20 mars** - À l'occasion de la journée internationale qui y est consacrée, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souhaité vendredi beaucoup de bonheur à tous les habitants de la planète.

« Ne nous y trompons pas, la recherche du bonheur est une affaire sérieuse, et le bonheur de l'humanité tout entière constitue un des principaux objectifs de l'ONU », a-t-il dit dans un message publié à cette occasion.

« La paix, la prospérité, une vie digne pour tous : voilà ce que nous visons. Nous voulons que chaque homme, femme ou enfant jouisse de tous ses droits fondamentaux. Que tous les pays connaissent les joies de la paix. Qu'aussi bien les populations que notre planète bénéficient du développement durable, sans avoir à affronter les effets catastrophiques des changements climatiques », a-t-il ajouté.

Dans la perspective de cette Journée, les Nations Unies a appelé cette semaine les citoyens du monde à sélectionner une chanson qui les rend joyeux dans le cadre de sa campagne #HappySoundsLike (<http://www.happysoundslike.com/fr>) qui a été organisée grâce au soutien de MixRadio.

Ban Ki-moon a choisi la chanson de son Messenger pour la paix Stevie Wonder « Signed, Sealed, Delivered ». D'autres célébrités, dont Charlize Theron, Lang Lang, Michael Douglas, Angélique Kidjo, James Blunt, Idris Elba, David Guetta, John Legend, Cody Simpson and Pharrell Williams, devaient contribuer à cette playlist la plus joyeuse du monde.



## Mali : l'ONU réclame la fin de l'impunité pour les violations des droits de l'homme



Des habitants de la ville de Kidal, au Mali (photo archives 2013) Photo ONU/Mark Garten

**20 mars** - Les Nations Unies ont publié vendredi un rapport qui documente des violations et abus commis par les diverses parties au conflit au Mali entre novembre 2013 et mai 2014 et réclame la fin de l'impunité pour les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Parmi ces violations et abus figurent des exécutions sommaires et extrajudiciaires, des arrestations et détentions arbitraires et illégales, des cas de torture, l'utilisation et l'enrôlement d'enfants par les groupes armés ainsi que des pillages et destructions de biens, selon ce premier rapport conjoint publié par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et le Haut-Commissariat des

Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Le rapport est le résultat de 36 missions d'enquêtes et d'établissement des faits menées par les équipes des droits de l'homme de la MINUSMA dans plusieurs localités des régions de Kidal, Gao, Tombouctou et Mopti.

Le rapport met en évidence les violations commises par les Forces armées maliennes (FAMA) sur des civils, notamment sur la base de soupçons d'appartenance ou de collaboration avec les groupes armés. Il cite notamment des cas d'exécutions sommaires, de tortures, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, des viols, des enlèvements, des arrestations et détentions arbitraires. Ces violations ont touché tout particulièrement Kidal, où les violations enregistrées ont été les plus nombreuses, mais aussi Anefis, Tarssek, Aguelhok et la région de Gao.

Selon les statistiques de la Division des droits de l'homme, 150 arrestations arbitraires ont été effectuées par les FAMA entre le 1er novembre et le 31 mai 2014, touchant plus particulièrement des personnes d'origine touareg (52%), arabe (20%) et songhaï (10%).

Le rapport documente également les abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire commis par les groupes armés. Parmi ces violations figurent des cas d'exécutions sommaires, de tortures et traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'administration de la justice de fait dans le nord du pays ainsi que l'utilisation et l'enrôlement d'enfants dans les groupes armés.

Le rapport révèle que des attaques indiscriminées ou asymétriques ainsi que des actes criminels et terroristes ont été commis par divers groupes armés. Dans les régions du nord, les groupes extrémistes, parmi lesquels Ansar Dine, Aqmi et Mujao, ont ciblé des civils ainsi que les forces nationales et internationales, y compris le personnel des Nations Unies.

Les évènements de Kidal du 16, 17 et 21 mai 2014 ont également entraîné des exactions graves et feront l'objet d'un rapport spécial séparé qui sera publié à une date ultérieure.

Le conflit au nord du Mali a relancé la question de l'impunité dont jouissent les responsables des groupes armés, y compris extrémistes, quant aux crimes graves commis à l'encontre de soldats maliens et de la population civile au moment de la prise de casernes militaires en 2012.

« Il est nécessaire que les violations et abus graves des droits de l'homme et du droit humanitaire commis au Mali fassent l'objet d'une enquête approfondie et impartiale, à la fois dans l'intérêt des victimes et pour la réconciliation au Mali », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali, Mongi Hamdi. « L'ONU continuera d'apporter toute l'assistance nécessaire aux autorités maliennes pour assurer que la promotion et la protection des droits de l'homme soient renforcées. Nous sommes convaincus que la finalisation du paraphe et la signature de l'Accord de paix et de réconciliation nationale issue des pourparlers inter-maliens et sa mise en œuvre contribueront grandement à réaliser cet objectif ».

« Les individus impliqués dans des violations des droits de l'homme documentées dans ce rapport conjoint doivent être tenus responsables de leurs actes. L'impunité dont ils jouissent est inacceptable et doit cesser », a ajouté le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. « Cela permettra de créer un environnement propice au dialogue dans la perspective d'un retour à une paix durable », a-t-il poursuivi.

Dans leur rapport, la MINUSMA et le HCDH formulent 19 recommandations à l'intention du gouvernement malien, des groupes armés et de la communauté internationale. Ces recommandations portent notamment sur l'amélioration des conditions sécuritaires, sur un plein engagement dans le processus de négociation politique, sur la lutte contre l'impunité, sur l'amélioration des conditions de détention et sur la célérité de l'administration de la justice. Ces recommandations visent ainsi à soutenir le Mali dans son engagement vers une résolution pacifique du conflit dans le plein respect des droits de l'homme.

## Yémen : l'ONU condamne des attaques terroristes contre deux mosquées à Sanaa



**20 mars** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné fermement des attaques terroristes au Yémen contre deux mosquées dans la capitale Sanaa pendant la prière du vendredi, ainsi que contre un bâtiment gouvernemental et une mosquée dans la région de Saada, qui ont tué et blessé des dizaines de personnes.

Le chef de l'ONU « déplore le meurtre de civils et présente ses condoléances aux familles des victimes », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Selon la presse, deux attentats-suicide perpétrés dans deux mosquées de Sanaa ont fait au moins 142 morts et 351 blessés. Les attaques ont été revendiquées par l'EIIL. Ces deux mosquées sont contrôlées par les miliciens chiïtes Houthis, qui tiennent la ville depuis septembre.

« Le Secrétaire général appelle toutes les parties yéménites à cesser immédiatement toutes les actions hostiles et à exercer un maximum de retenue », a-t-il ajouté. « Toutes les parties doivent respecter leurs engagements à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques et devraient s'impliquer de bonne foi dans les négociations actuelles facilitées par les Nations Unies afin de parvenir à un consensus conformément à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (CCG), aux résultats de la Conférence nationale de dialogue et à l'Accord national de paix et de partenariat ».

Le Secrétaire général a rappelé à toutes les parties yéménites leurs obligations en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Il a demandé instamment à tous de rester en contact avec son Conseiller spécial sur le Yémen, Jamal Benomar, afin de lui permettre de continuer à exercer les bons offices du Secrétaire général, en étroite coopération avec les membres du CCG et le Conseil de sécurité.

De son côté, le Conseil de sécurité a condamné vendredi dans les termes les plus forts des bombardements aériens contre le palais présidentiel à Aden et contre l'aéroport international de cette ville au sud du pays.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de sécurité ont exhorté toutes les parties à éviter d'utiliser de nouveau la force militaire et à résoudre leurs différends à travers le dialogue.

Ils ont souligné que le Président Abdo Rabbo Mansour Hadi était « l'autorité légitime issue des résultats des élections et des termes du mécanisme de mise œuvre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe ».

## Ban Ki-moon exhorte Israël à renouveler son engagement envers une solution à deux Etats



Une rue animée de Jérusalem-Est. Photo IRIN/Shabtai Gold

**20 mars** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour le féliciter au sujet de sa récente victoire électorale et l'a exhorté à renouveler l'engagement d'Israël envers une solution à deux Etats.

Le chef des Nations Unies a également exhorté le Premier ministre à cesser de bloquer le versement des recettes fiscales qui sont dues à l'Autorité palestinienne, a précisé son porte-parole dans un compte-rendu de cette conversation téléphonique.

Plus tôt cette semaine, un porte-parole de l'ONU, Farhan Haq, avait déclaré devant la presse qu'il incombait au nouveau gouvernement israélien, une fois formé, de créer les conditions pour un accord de paix final, négocié avec la participation active de la communauté internationale, qui mettra fin à l'occupation israélienne et permettra de créer un État palestinien viable vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël.

Ceci inclut comprend l'arrêt de la construction de colonies illégales dans le territoire palestinien occupé.

Dans son appel téléphonique vendredi, M. Ban a répété que la solution à deux États était la seule façon d'avancer.

## Il y a urgence à gérer l'eau de façon plus durable, selon un nouveau rapport des Nations Unies



**20 mars** - Si rien ne change, la planète devrait faire face à un déficit global en eau de 40% d'ici 2030, selon un nouveau rapport publié par le Programme mondial d'évaluation des ressources en eau, hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), au nom de l'ONU-Eau.

Le rapport, intitulé « L'eau pour un monde durable », a été présenté vendredi à New Delhi, en Inde, en amont de la Journée mondiale de l'eau qui sera célébrée le 22 mars. Le document insiste sur l'urgence qu'il y a à changer nos modes d'utilisation et de gestion de cette ressource vitale, à la veille de l'adoption par les Nations Unies des nouveaux Objectifs de développement durable.

« Face à la hausse constante de la demande et la surexploitation de nos réserves souterraines, nous devons changer notre façon d'évaluer, de gérer et d'utiliser cette ressource qui conditionne notre avenir », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

« L'eau et l'assainissement sont essentiels à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable. Cela fait déjà l'objet d'un consensus international. Ils sont inextricablement liés au changement climatique, à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la santé, l'énergie, l'égalité, au genre et à l'éducation », a déclaré Michel Jarraud, Président de l'ONU-Eau et Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale.

L'Inde comptait en 2000 près de 19 millions de puits mécanisés ou tubés, contre moins d'un million en 1960. Cette révolution technique a joué un rôle important dans la lutte qu'a mené le pays contre la pauvreté mais le développement de l'irrigation qui s'en est suivi s'est aussi traduit par un stress hydrique important dans certaines régions du pays comme le Maharashtra ou le Rajasthan.

A lui seul, cet exemple illustre les liens complexes entre accès à l'eau et développement : indispensable à la croissance économique et la lutte contre la pauvreté, l'eau est aussi une ressource directement affectée par le développement

économique. Pour résoudre cette difficile équation, il faut tendre vers un équilibre entre la demande et l'approvisionnement en eau. Nous en sommes loin. Malgré les progrès considérables réalisés au cours des dernières années, 748 millions de personnes sont toujours privées d'accès à une source d'eau améliorée (point d'eau protégé de la contamination extérieure). Premiers concernés : les pauvres, les populations marginalisées et les femmes.

Dans le même temps, la planète n'a jamais eu autant soif. Pour répondre aux besoins d'une population toujours plus nombreuse, les secteurs agricole et énergétique doivent produire toujours davantage. D'ici 2050, l'agriculture, le secteur le plus gourmand en eau, devra produire 60% de nourriture supplémentaire au niveau mondial, 100% dans les pays en développement. La demande en biens manufacturés est elle aussi orientée à la hausse, ce qui accroît encore la pression sur les ressources en eau. Entre 2000 et 2050, il est prévu que la demande mondiale en eau de l'industrie augmente de 400%.

Mais alors que la demande s'envole – elle devrait augmenter de 55% d'ici 2050- et que 20% des eaux souterraines dans le monde sont déjà surexploitées, l'eau continue de ne pas être gérée de manière durable. L'irrigation intensive des cultures, le rejet incontrôlé de pesticides et de produits chimiques dans les cours d'eau ou l'absence de traitement des eaux usées –qui caractérise 90% des eaux usées des pays en développement- en témoignent.

Le coût environnemental de ces pratiques est lourd. Il se traduit par une pollution des eaux à grande échelle et des déperditions considérables. Dans la Plaine du nord de la Chine, l'irrigation intensive a provoqué une baisse de plus 40 mètres de la nappe phréatique. Le coût environnemental se mesure également à la dégradation, parfois irréversible, de nombreux écosystèmes de par le monde, notamment les zones humides ou les écosystèmes côtiers. Leur capacité à fournir des services relatifs à l'eau –purification, stockage...- s'en trouve nettement amoindrie.

Le changement climatique devrait encore accentuer cette pression : la plus grande variabilité des précipitations et l'augmentation des températures se traduisant par une plus forte évaporation et plus grande transpiration de la végétation. Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer risque d'affecter les eaux souterraines des zones côtières. A l'image de Calcutta (Inde), Shanghai (Chine) ou Dacca (Bangladesh), certaines villes voient déjà leurs réserves d'eaux souterraines contaminées par l'eau de mer. Même chose pour les îles de Tuvalu et de Samoa, dans le Pacifique, où les habitants dépendent de plus en plus de l'eau importée pour satisfaire leurs besoins, faute de pouvoir puiser dans leurs eaux souterraines devenues trop salées.

Cette pression croissante sur les ressources en eau risque de se traduire, prédisent les auteurs du rapport, par une compétition de plus en plus forte entre les secteurs mais aussi entre les régions et les pays.

Il faut donc changer la façon dont nous évaluons, gérons et utilisons cette ressource, insiste le rapport qui pointe les défaillances dans la gouvernance de l'eau. Payée bien souvent à un prix inférieur à sa valeur réelle, l'eau est aussi rarement prise en compte dans les décisions relatives à l'énergie ou l'industrie.

D'une manière générale, les décisions qui déterminent en grande partie l'utilisation de l'eau sont le plus souvent entre les mains d'un nombre limité d'acteurs (publics, parapublics et privés) et obéissent à une logique déterminée par le court terme plus que par les considérations environnementales.

Le rapport insiste sur le rôle des pouvoirs publics pour peser sur les choix stratégiques déterminants pour la pérennité des ressources en eau. Il préconise notamment de limiter la construction et l'utilisation des centrales thermiques qui assurent aujourd'hui 80% de la production d'électricité et sont très gourmandes en eau. Cela passe par exemple par l'allocation de subventions aux énergies renouvelables telles que le solaire et l'éolien, encore coûteuses. Cela peut se traduire aussi par des aides aux agriculteurs choisissant des systèmes d'irrigation performants. Dans un pays aussi aride que Chypre par exemple, ces subventions ont permis un changement majeur dans l'attitude des agriculteurs vis-à-vis des techniques d'irrigation et d'imposer des techniques plus économes en eau.

La transition vers des modèles de production plus durables a un coût mais le rapport souligne le cercle vertueux de tels investissements. Des études montrent en effet que chaque dollar investi pour la protection d'un bassin hydrologique peut permettre d'économiser jusqu'à 200 dollars sur les coûts liés au traitement de l'eau.

Les efforts déployés par certains pays montrent qu'une meilleure gouvernance et une utilisation plus scrupuleuse sont possibles, y compris dans les pays en développement.



Alors que les Nations Unies s'apprêtent à adopter les futurs Objectifs du développement durable à l'horizon 2030, le rapport insiste sur la nécessité de consacrer un objectif à part entière à l'eau. Il plaide aussi pour que l'accent soit mis sur la gestion globale du cycle de l'eau alors que les Objectifs du millénaire pour le développement se concentraient sur l'accès à l'eau et l'assainissement.

## L'ONU célèbre la Journée de la langue française



Les drapeaux des États membres flottent devant le Secrétariat des Nations Unies, à New York. Photo: ONU/JC McIlwaine

**20 mars** - Comme chaque année le 20 mars, l'Organisation des Nations Unies célèbre la Journée de la langue française, qui est l'une des six langues officielles et l'une des deux langues de travail du Secrétariat de l'ONU.

Les Journées des langues à l'ONU - six langues officielles - ont été introduites en 2010 pour célébrer le multilinguisme et la diversité culturelle. L'anglais est célébré le 23 avril, l'arabe le 18 décembre, le chinois le 20 avril, le russe le 6 juin et l'espagnol le 12 octobre.

Selon l'Organisation, « facteur essentiel d'une communication harmonieuse entre les peuples, le multilinguisme revêt une importance toute particulière pour l'Organisation des Nations Unies. Il cultive la tolérance et favorise la participation de tous au processus de travail de l'Organisation ».

Le 20 mars est également la Journée internationale de la francophonie, qui est une célébration mondiale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). La langue française unit 220 millions de locuteurs dans le monde.

La date choisie pour cette célébration est l'anniversaire de la création de la première organisation francophone, l'Agence de coopération culturelle et technique, lors de la Conférence de Niamey en 1970.

## Vanuatu : la FAO appelle à une aide d'urgence pour les agriculteurs après le cyclone



**20 mars** - Les vents violents, les fortes pluies et les inondations provoqués par le cyclone tropical Pam ont causé d'importants dégâts à l'agriculture à Vanuatu et notamment aux principales cultures vivrières et d'exportation, au bétail et aux infrastructures de pêche, a souligné vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Selon les premières évaluations du gouvernement de Vanuatu dans quatre provinces, la filière bananes a été presque entièrement détruite, ainsi que la plupart des cocotiers et tous les plants de choux et les légumes feuillus. Les plantes-racines, qui sont une source importante de nourriture locale, ont été déracinées et inondées dans la plupart des régions. La majorité des arbres fruitiers ont été endommagés et beaucoup d'animaux ont péri dans les élevages de volailles et de porcins.

Outre la destruction des récoltes, les stocks de vivres et de semences ont été également détruits par le cyclone. Une source vitale de nourriture et de revenus pour les familles s'est donc tarie et les besoins en produits importés se sont accrus. Les premières évaluations indiquent également que de nombreux bateaux et engins de pêche ont été endommagés.

Suite aux dégâts occasionnés aux stocks des ménages et aux pertes de production des jardins potagers, les agriculteurs risquent de se retrouver fin mars sans nourriture produite localement et devront attendre la mi-Juin pour une première récolte de cultures vivrières replantées.

Dans les zones urbaines, le riz et le blé importés sont les principaux aliments de base, mais les régions rurales, qui tablent sur les cultures produites localement et cultivées toute l'année, sont les plus touchées.

Après le passage du cyclone, les débris et l'eau stagnante augmentent le risque de maladies et de prolifération des ravageurs.

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a souligné la volonté et l'engagement de l'Organisation à collaborer étroitement avec le gouvernement du Vanuatu en faveur du « rétablissement des moyens d'existence des populations, en particulier dans les zones rurales ».

« Soutenir Vanuatu après le cyclone catastrophique commence avec l'aide agricole d'urgence de la FAO et les efforts du gouvernement de Vanuatu et d'autres partenaires, mais elle ne prendra fin qu'une fois la situation complètement rétablie et la capacité de résilience de Vanuatu consolidée face aux phénomènes météorologiques extrêmes qui pourraient se reproduire », a ajouté M. Graziano da Silva.

L'évaluation exhaustive des dommages et des besoins sur les plus de 80 îles de Vanuatu reste un défi de taille en raison des communications défectueuses et de l'accès géographique limité suite aux destructions causées par le cyclone Pam.

Environ 99% des ménages sur les îles extérieures dépendent de la production agricole pour satisfaire leurs besoins de consommation et de revenus alors qu'au sein même de la capitale, Port Vila, quelque 75% des ménages consomment leur propre production.

La production animale représente une autre contribution importante au PIB grâce aux exportations vers le Japon et d'autres pays insulaires du Pacifique.

« Cela souligne à la fois l'importance fondamentale de l'agriculture et de la pêche pour les moyens d'existence des communautés et l'impact du cyclone Pam sur la sécurité alimentaire de la population touchée », a déclaré Gavin Wall, Coordonnateur sous-régional de la FAO pour le Pacifique. « Nous savons que les communautés de Vanuatu ont développé à travers les âges des mécanismes traditionnels d'adaptation pour répondre aux besoins alimentaires immédiats et redémarrer la production agricole. La FAO doit s'assurer que ses interventions appuient leur travail et facilite la réhabilitation à long terme du secteur agricole ».

Dans l'immédiat, une assistance internationale urgente est nécessaire pour les semences, le matériel agricole et l'expertise technique afin d'aider ce pays du Pacifique frappé par la catastrophe à repartir du bon pied.

Le gouvernement de Vanuatu a sollicité l'appui de la FAO pour l'aider à réhabiliter son secteur agricole.

Entre-temps, le Ministère de l'agriculture et du développement rural encourage les agriculteurs à utiliser ce qui est encore disponible pour commencer à replanter immédiatement et garantir ainsi la sécurité alimentaire durant les mois à venir.

Tous les agriculteurs doivent agir rapidement pour sauver les plants qui ont échappé au cyclone et commencer à replanter partout où ils peuvent, d'abord en utilisant des matériaux qui, autrement, pourriraient rapidement comme les vignes de Kumala et les rejets de bananiers, puis en replantant des produits moins périssables comme le manioc.

En plus de la plantation d'urgence de nouvelles cultures, toutes les communautés de Vanuatu doivent commencer à préserver ou à stocker tous les aliments encore disponibles en utilisant des méthodes traditionnelles ou modernes comme le séchage, le salage, la cuisson lente de la viande et l'enfouissement des racines dans le sable.

La FAO travaille avec la cellule de crise de Vanuatu pour la sécurité alimentaire et l'agriculture qui coordonne une réponse intégrée des ONG, des agences des Nations Unies, du gouvernement et des donateurs afin de garantir la sécurité alimentaire à travers le pays.

## Les émissions de carbone des forêts en recul de 25% entre 2001 et 2015, selon la FAO



**20 mars** - Les émissions totales de carbone des forêts ont régressé de plus de 25% entre 2001 et 2015, principalement en raison d'un ralentissement du taux de déforestation mondial, selon les dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les émissions mondiales provenant de la déforestation ont chuté de 3,9 à 2,9 gigatonnes (Gt) de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) par an sur la période 2001-2015. La déforestation est définie comme un changement dans l'utilisation des terres, de forêts à d'autres utilisations.

« Il est encourageant de voir que la déforestation nette régresse et que certains pays dans toutes les régions font des progrès impressionnants, notamment le Brésil, le Chili, la Chine, le Cap Vert, la Costa Rica, les Philippines, la République de Corée, la Turquie, l'Uruguay et le Viet Nam », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva. « J'exhorte tous ces pays à partager leurs expériences réussies avec d'autres pays. Grâce à la coopération Sud-Sud, la FAO est disposée à faciliter cette collaboration et l'échange de connaissances ».

La FAO avertit quand même qu'en dépit de la réduction mondiale des émissions de carbone des forêts du fait du recul de la déforestation, les émissions provenant de la dégradation des forêts ont considérablement augmenté entre 1990 et 2015, passant de 0,4 à 1,0 Gt de CO<sub>2</sub> par an. La dégradation des forêts est une réduction de la densité de la biomasse des arbres due à des causes naturelles ou à l'action de l'homme comme l'exploitation forestière, les feux de forêt, les chablis et d'autres événements.

La FAO diffuse ces chiffres pour la première fois à l'occasion de la Journée internationale des forêts, célébrée le 21 mars. Les données sont extraites d'une étude plus large de la FAO qui s'appuie sur la base de données FAOSTAT sur les émissions et sur l'évaluation FAO des ressources forestières mondiales 2015. Cette évaluation prévue pour sortir en septembre 2015 constituera un des temps forts du 14<sup>ème</sup> Congrès forestier mondial à Durban.

A propos du Congrès, signalons que ce sera la première fois que cet événement mondial se tiendra en Afrique et sous les auspices du gouvernement d'Afrique du Sud. On s'attend à la participation de plus de 5.000 personnes.

Une gestion plus durable des forêts entraîne une réduction des émissions de carbone et permet aux forêts de jouer un rôle vital dans la lutte contre l'impact négatif du changement climatique, selon le Directeur général de la FAO.

« La déforestation et la dégradation des forêts augmentent les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, mais la forêt et les arbres, en croissant, absorbent le dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre », a fait remarquer M. Graziano da Silva.

Le chef de la FAO a également souligné le rôle important de l'agriculture durable pour réduire la pression sur les forêts ainsi que la mise en œuvre du programme ONU-REDD sur la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts.

L'absorption de carbone par les forêts contribue à contrebalancer, mais pas entièrement, les émissions mondiales en raison de la conversion des forêts à d'autres types d'utilisation des terres. Les forêts absorbent et stockent deux milliards supplémentaires de tonnes de CO<sub>2</sub> par an (2011-2015), à l'exclusion des émissions provenant de la déforestation. La moitié du puits de carbone forestier est liée à la croissance des forêts plantées.

Les pays développés continuent de représenter la majeure partie du puits de carbone mondial, avec une part de 60% (2011-2015). Cette part a toutefois reculé puisqu'elle était de 65% en 2001-2010, régression due principalement à la diminution de la création de nouvelles forêts plantées.

Les pays en développement représentent quant à eux les 40% restants du puits de carbone mondial.

Au niveau régional, l'Afrique, l'Asie ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes ont tous continué à libérer plus de carbone qu'ils n'en absorbent, bien que les émissions en provenance d'Afrique et d'Amérique latine aient diminué entre 1990 et 2015. Le Brésil représente à lui tout seul plus de la moitié de la réduction des émissions de carbone au plan mondial entre 2001 et 2015.

Les forêts d'Europe et d'Amérique du Nord ont fonctionné comme des puits nets de carbone entre 1990 et 2015, car elles absorbent plus de carbone qu'elles n'en rejettent, alors que l'Océanie n'a pas montré de tendance claire en ce qui a trait aux émissions forestières sur la même période.